

***Europe:
capitalisons l'expérience commune
pour un développement durable ambitieux***

Herman Van Rompuy

Président d'honneur, The Club of Rome EU-Chapter
Président émérite du Conseil européen
Ministre d'Etat (B)

Depuis une dizaine d'années, le mot durabilité est devenu 'mainstream'. Certainement depuis que les Objectifs de Développement Durable (SDG) ont été approuvés par l'ONU. Ces objectifs s'appliquent à tous les pays, y compris ceux dont l'économie est avancée. Aujourd'hui, alors que nous parlons d'un ralentissement de la croissance du PIB, les gouvernements veulent mettre en œuvre une politique de relance, mais il s'agit de plus en plus d'investissements dans le climat, dans les énergies renouvelables, dans la mobilité. En 2019, l'Allemagne sera au bord de la récession et la réponse sera : plus de durabilité. Le gouvernement allemand en a récemment donné un autre exemple avec son paquet de 50 milliards d'euros, bien que la nature et la portée est en cours de débat.

La croissance économique n'a pas été une accumulation purement capitaliste depuis des décennies. L'introduction de la sécurité sociale, en particulier dans les pays du modèle rhénan, nous a apporté l'économie sociale de marché, avec la production de biens collectifs. En moyenne, la charge fiscale est passée à près de 50% dans l'UE ! En même temps, une réponse européenne doit être donnée à la question : croissance, quelle croissance, et pour qui ? Les inégalités de revenus en Europe occidentale sont les plus faibles du monde; elles n'ont guère augmenté ces dernières années, voire pas du tout, si l'on considère les chiffres moyens. Dans le sud de l'Europe, cependant, le chômage a creusé les disparités de revenus. Mais au Nord aussi, le contraste entre les jeunes et les moins jeunes, entre la campagne et la ville et entre gens ayant un niveau d'éducation élevé et faible s'accroît. Les inégalités se creusent également à l'intérieur des villes, souvent liées à la migration.

Depuis les années 1980, on observe une tendance croissante vers une correction écologique, parfois appelée économie de marché éco-sociale. Le premier rapport du Club à Rome et les deux chocs pétroliers des années 1970 ont marqué le début de la deuxième correction. Nous avons maintenant franchi cette étape avec l'introduction du concept de " durabilité ", qui englobe de nombreux aspects de la prospérité et du bien-être. Le changement climatique est devenu

un thème majeur dans la politique, l'économie et le financier. Les banques centrales y voient des risques majeurs pour le système financier.

Mais il ne suffit pas que seule la direction générale de la route vers la durabilité soit indiquée. La mise en œuvre est cruciale. Cela ne se produit pas dans un vide social. Bien au contraire. Je m'explique.

Quiconque voit le bien ne fait pas toujours le bien. De nombreux citoyens sont conscients dans leur vie quotidienne que quelque chose ne va plus avec le climat, mais beaucoup ne sont pas prêts à changer radicalement et à court terme leur mode de vie à cette fin. Il y a la mobilisation dans la rue autour du climat, mais il y a aussi une 'majorité' silencieuse beaucoup plus prudente et qui n'a pas le "sens de l'urgence". Il y a un certain consensus sur les objectifs d'une politique climatique, mais il y a aussi une grande polarisation en termes de ressources.

Un grand nombre de citoyens estiment que le fardeau climatique est plus lourd pour eux que pour les autres. Comme dans le cas de l'assainissement budgétaire, il est indiqué que "les épaules les plus solides devraient supporter la charge la plus lourde". La question de la distribution est également au cœur du débat sur le climat, parfois comme alibi pour ne rien faire, parfois à juste titre. Cependant, le résultat ne peut être l'immobilisme.

J'ai parlé du contexte social. Le débat sur notre planète se déroule en Europe occidentale après l'austérité des années 2010-2014, dans un « climat » de stagnation et de récession économique, de taux d'intérêt bas et de hausse des cours boursiers entraînant un transfert de patrimoine, après la " crise des réfugiés " non digérée de 2015-2016, après ce qui a été appelé la crise "multiple".

Bien entendu, le leadership dans un tel contexte de signaux contradictoires, est particulièrement important. En d'autres termes, la pression exercée sur les gouvernements dans les démocraties d'Europe occidentale va parfois dans des directions opposées. C'est pourquoi les gouvernements et les parlements ont tendance à n'agir que sous pression et lorsqu'ils se trouvent dos au mur.

Même les régimes autoritaires doivent tenir compte de l'opinion publique. Les dirigeants chinois ont dû faire face à la pollution littéralement invivable à Pékin et dans d'autres villes. Même le président brésilien devra changer de cap en Amazonie, sous la pression internationale, notamment européenne.

C'est précisément à ce moment-là que les dirigeants doivent faire des choix. Mais n'oublions pas non plus qu'il y a des gouvernements minoritaires dans treize pays de l'Union. Un gouvernement instable évite les risques et les réformes. Afin de réduire le déficit budgétaire, il n'y avait pas non plus de consensus sur les moyens, parfois même pas sur l'objectif. Le leadership et la pression européenne ont été déterminants dans ce cas également.

L'UE poursuit une stratégie ambiguë. D'une part, les États membres se fixent des objectifs légaux au niveau de l'UE en termes de climat et de budget, d'autre part, la mise en œuvre est largement nationale. Pour justifier des mesures difficiles, il est souvent fait référence à "Bruxelles". L'UE l'impose pour ainsi dire, mais dans l'UE, aucune décision ne peut être prise sans les États membres (presque) unanimes.

Toutefois, cette stratégie ambiguë peut fonctionner. L'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) de -20 % d'ici 2020 par rapport à 1990 sera atteint. Il sera de -23 % alors que l'économie aura connu une croissance de 53 %. Soit dit en passant, les déficits budgétaires actuels représentent environ 1 % du PIB, ce qui est loin de la norme de 3 % et de la situation en 2009, au moment de la crise bancaire.

La question est de savoir si l'objectif pour 2030 (-40 % ou -50 % proposé par le nouveau président de la Commission ; -55 % en Allemagne) et la neutralité climatique d'ici 2050 peuvent être atteints. Nous ne sommes pas confrontés à une " correction " de la politique, mais à une " transformation " de la politique. 'Pas à un orage, mais à un changement climatique' paraphrasant Teilhard de Chardin. Il ne s'agit plus d'ajuster notre croissance économique, mais d'une approche globale qui doit faire fonctionner différemment tous les secteurs économiques. Sans objectifs ambitieux, nous ne parviendrons pas à redresser la situation, mais nous devons être pleinement conscients des conséquences.

Parfois, on donne l'impression que la technologie seule apportera les solutions. Bien sûr, la technologie aide. Les énergies renouvelables progressent, en grande partie grâce à l'innovation. Les panneaux solaires, par exemple, sont beaucoup moins chers, plus efficaces et commercialement viables qu'il y a seulement neuf ans.

Pourtant, l'économie mondiale reste fortement dépendant des combustibles fossiles. Un récent rapport du cabinet de conseil en énergie Wood Mackenzie

prévoit que les combustibles fossiles pourraient représenter 85 % de la production mondiale d'énergie jusqu'en 2040.

Je reviens au rôle de la politique. Si l'Allemagne produit aujourd'hui 38% de son électricité à partir de sources renouvelables, c'est le résultat de sa politique. C'est la première année où le soleil et le vent sont la plus grande source d'énergie. Si la part encore produite à partir du charbon disparaît, elle sera sous la pression des politiques européennes et nationales. En mai de cette année, le Royaume-Uni a passé plus d'une semaine sans utiliser l'électricité produite par la combustion du charbon, ce qui est la première fois depuis les années 1880.

Cet aspect politique est également évident lorsqu'il s'agit d'investissements. Sans ces derniers et sans action gouvernementale, nous n'y arriverons jamais. Soit dit en passant, l'un des problèmes actuels est que l'épargne est plus importante que l'investissement. Ce écart entre offre et demande, explique en partie le faible taux d'intérêt. C'est aussi l'une des raisons de la lenteur structurelle de la croissance économique. Certains parlent même de " stagnation séculaire ".

Les gouvernements nationaux estiment qu'ils ne peuvent se permettre d'investir davantage en raison de la norme budgétaire des 3 %. C'est pourquoi ils veulent concilier deux formes de " durabilité " : celle du climat et celle des finances publiques. C'est la raison pour laquelle des solutions "créatives" sont recherchées afin de contourner ces règles budgétaires strictes. C'est ce qui ressort du plan d'investissements stratégiques de Juncker, qui générera 500 milliards d'euros d'investissements, et du nouveau fonds d'investissement néerlandais. Le climat ne devrait pas dépendre d'une application aveugle des règles budgétaires. La réponse orthodoxe à cette question est la suivante : il ne vous reste plus qu'à créer une marge budgétaire pour le climat. Dans cette optique, ces investissements doivent être financés en réduisant les dépenses courantes ou en augmentant également les taxes entre autre sur l'énergie. C'est déjà le cas dans un certain nombre de pays. Le soulèvement des "gilets jaunes" a commencé à la suite d'une augmentation des taxes sur les carburants. Les économies considérables réalisées sur les transferts sociaux sont aujourd'hui même plus mal reçues que dans le passé et profitent aux partis populistes. Ces derniers freinent l'économie et la politique climatique. Je réfère à Trump.

La politique climatique est donc une combinaison de politiques européennes et nationales et touche également à d'autres domaines politiques tels que le budget. Je ne répéterai jamais assez non plus que la répartition de la "charge"

climatique est d'une grande importance pour rendre la politique acceptable et "socialement durable".

La nouvelle Commission a fait du climat son objectif central. La Présidente a chargé son premier Vice-Président de travailler sur un " Green Deal ". Von der Leyen est sur le point d'annoncer ce " Green Deal pour l'Europe " au cours de ses 100 premiers jours au pouvoir, qui comprendrait une loi visant à rendre l'Europe neutre en carbone d'ici 2050. "Je veux que l'Europe devienne le premier continent au monde neutre sur le plan climatique", a-t-elle déclaré.

L'accord proposé, qui fait l'objet d'un agenda politique, comprend une stratégie en faveur de la biodiversité pour l'Europe, un système étendu d'échange de droits d'émission et une taxe visant à éviter les "fuites" de carbone - lorsque les entreprises transfèrent la production de biens à des pays dont les normes d'émission sont plus souples.

La Commission s'est également engagée à débloquer 1 000 milliards d'euros au cours de la prochaine décennie pour l'investissement climatique et à transformer certaines parties de la Banque européenne d'investissement en une banque climatique, qui canaliserait les investissements privés vers des projets climatiques et énergétiques propres "dans tous les coins de l'UE", a-t-elle ajouté.

Je répète qu'il ne s'agit pas seulement d'objectifs ambitieux, mais de mise en œuvre. La première tâche de la Commission est de proposer un Cadre Financier Pluriannuelle et d'inclure cette dimension climatique dans toutes ses composantes, y compris, par exemple, dans le programme de R&I Horizon Europe ou dans les fonds de cohésion. La Commission devrait obtenir le soutien des États membres. Sans eux, rien ne se fera. Le nouveau président du Conseil européen doit jouer un rôle majeur à cet égard, en coopération avec la Commission.

En fait, le monde se tourne vers l'UE après le retrait des États-Unis de la politique climatique mondiale. L'UE s'est exprimée d'une seule voix lors de la grande conférence qui s'est tenue à Paris en décembre 2015. D'ailleurs nous étions le leader du groupe des nations ayant " la plus grande ambition ". Le Secrétaire général de l'ONU compte essentiellement sur l'UE.

La durabilité est également nécessaire dans d'autres domaines politiques tels que la finance. Nous ne devons pas perdre de vue le fait que la dette privée et publique mondiale est aujourd'hui plus élevée qu'elle ne l'était lorsque la crise

bancaire a éclaté il y a plus de dix ans. Cette augmentation est moins le fait de l'UE que des États-Unis, du Japon et de la Chine. Cela me préoccupe plus que la création de monnaie par les banques centrales des États-Unis et de l'UE. Après tout, l'inflation reste historiquement basse, contrairement à la pensée apocalyptique des ultra orthodoxes.

Un autre aspect de la durabilité est la question démographique, certainement chez notre plus proche voisin, l'Afrique. Si les tendances actuelles se maintiennent, la population doublera au cours des trente prochaines années et quadruplera d'ici la fin du siècle. Il est possible que l'Afrique compte presque autant d'habitants que l'Asie. Cette augmentation explosive et son impact sur la pauvreté durable, sur l'utilisation des ressources naturelles au milieu d'une éventuelle crise climatique sur le continent, créent une situation explosive. En Europe aussi, elle peut conduire à une fixation sociétale et politique encore plus forte sur la question de la migration. Elle encourage maintenant l'UE à investir davantage en Afrique, également en raison de la rivalité géopolitique avec la Chine et d'autres acteurs mondiaux. L'UE est le premier partenaire commercial de l'Afrique, le premier investisseur étranger et le premier donateur d'APD et d'aide humanitaire. Ces efforts doivent même être intensifiés.

En général, le raisonnement à court terme est trop répandu dans les secteurs privé et public. La concurrence sur les marchés politiques et économiques l'implique. En politique, la fragmentation du paysage politique suscite la crainte de faire des propositions audacieuses. Les partis politiques ont peur d'amaigrir encore davantage et de devenir prisonniers des " gains rapides ", des " quick wins ", aux dépens de la vision politique et du courage.

Dans le secteur privé, la concurrence mondiale est en train d'anéantir des positions établies et même des entreprises (pensez à Kodak). Cette " course folle " conduit parfois à un comportement immoral, comme dans le cas des logiciels frauduleux d'un certain nombre de géants européens de l'automobile ou dans une partie du secteur financier dans les années précédant la crise. Heureusement, il y a aussi l'engagement fort d'autres entreprises mondiales et autres qui sont plus soucieuses du climat, convaincues que l'avenir est là et que leurs intérêts aussi. Toutefois, cela exige une perspective plus large que l'accent mis sur les résultats trimestriels de l'entreprise.

La société civile a un rôle à jouer en tant que groupe de pression et gardien du climat, mais elle doit aussi oser prendre ses responsabilités en trouvant des solutions et en faisant des compromis, si elle veut rester crédible et servir la

cause même du climat. Dans mon propre pays, un accord a donc été conclu avec la société civile pour traiter le problème gigantesque de la mobilité à Anvers et dans ses environs. Il s'agit d'un exemple de nouveau contrat social à l'échelle micro.

Beaucoup dans notre société n'aiment pas entendre que le temps présent est crucial, surtout pour le climat et qu'il s'agit même d'une question de "vie ou de mort". D'un point de vue scientifique, le climat se détériore beaucoup plus vite que prévu. La prise de conscience de la société s'est accrue, mais elle ne doit pas devenir une affaire de personnes hautement qualifiées contre ceux qui ont un faible revenu et un faible niveau d'éducation. Notre société a tendance à se polariser rapidement du Brexit sur le climat et la migration. Une transformation devra de toute façon être progressive, mais les pas ne doivent pas être trop petits par crainte d'un retour de flamme populiste. Nous ne pouvons pas non plus nous attaquer à tous les problèmes en même temps, comme je l'ai mentionné lorsque j'ai parlé du budget et des investissements. Les enjeux sont également importants dans d'autres domaines : la lutte pour un ordre multilatéral ou un retour à une position de repli sur elle-même, entre globalisme et nationalisme. En fait, c'est un choix entre " ordre ou chaos ". La résistance au multilatéral affecte également une institution telle que l'UE. Les sceptiques du climat sont généralement nationalistes. Sans une approche internationale, la planète et les gens qui y vivent - parce qu'il s'agit en fin de compte de personnes - ne peuvent être sauvés.

L'UE est le premier acteur mondial du changement climatique. Beaucoup dans le monde se tournent vers nous et mettent leurs espoirs en nous, surtout après le retrait des Etats-Unis. Nous devons être conscients de notre rôle géopolitique. Nous ne devons pas décevoir les autres et nous décevoir nous-mêmes.

Le 2 octobre 2019
Economist Club
Luxembourg